

« J'ai choisi mon sujet par passion »

Pauline Collet est docteure en histoire contemporaine au Framespa, à l'université Toulouse-Jean-Jaurès, et responsable du secteur Agents non titulaires du SNESUP-FSU. Elle a soutenu, le 13 novembre 2025, à l'université de Toulouse, une thèse intitulée : « Des lieux pour la science : acteurs universitaires et construction bâimentaire, le cas toulousain (1890-2020) ». Cette thèse soulève des questions qui croisent celles que nous rencontrons dans le cadre de notre activité syndicale.

Propos recueillis par **ANNE ROGER**,
membre du bureau national

Comment ton sujet s'est-il imposé à toi ?

J'ai choisi mon sujet par passion. En réalité, j'ai découvert l'université Toulouse-Jean Jaurès [UT2J] en juin 2018 juste après un gros mouvement social au sein du campus. Je suis arrivée dans un cadre syndical, en tant que membre du bureau national de l'UNEF chargée de suivre la section locale de Toulouse, c'était mon dernier « suivi » avant mon départ du syndicat, mes études arrivant à leur fin. En arrivant sur le campus, j'ai vraiment eu un coup de cœur pour les bâtiments, les espaces verts et l'ambiance générale.

J'ai ensuite fait mon stage de master 2 de science politique dans le cadre d'un projet européen au sein de l'université, ce qui m'a permis de découvrir peu à peu le campus au quotidien et j'ai entamé des lectures et des visionnages sur l'histoire de l'université. C'est véritablement à ce moment-là, sur les conseils d'une enseignante-chercheuse de l'université que je réfléchis à un projet de thèse autour de l'histoire de l'université du Mirail avec une partie importante sur la construction des bâtiments. Avant de partir sur une thèse, nous décidons avec mes directeurs (Jean-Michel Minovez et Nicolas Golovtchenko) de faire une année de master 2 d'histoire avec rédaction d'un mémoire sur l'histoire de la naissance de l'université Toulouse-Le Mirail dans ses différents aspects (institutionnel, bâimentaire, architectural, rôle des acteurs...).

Le master validé, nous choisissons d'élargir le sujet pour une thèse sous la direction de Jean-Michel Minovez et Caroline Barrera : le rôle des acteurs universitaires dans la construction des bâtiments à travers le cas toulousain, la vision de l'université qui est portée à travers les choix bâimentaires et les liens entre réformes

institutionnelles et constructions. Ces éléments sont étudiés sur deux facultés puis universités : celle des lettres devenue université Toulouse-Le Mirail [UTM] puis université Toulouse-Jean-Jaurès, et celle des sciences devenue université Paul-Sabatier puis université de Toulouse, de 1880 à 2020. C'est donc vraiment un sujet qui me passionne et qui est le résultat de discussions entre mes directeurs de thèse et moi.

Quelle évolution peux-tu caractériser concernant l'évolution des bâtiments universitaires ? Quelles sont les principales conclusions de ton travail ?

Les principales conclusions de ce travail portent, tout d'abord, sur le rôle des acteurs universitaires, et plus globalement des acteurs qui interviennent dans les constructions universitaires : on observe un rôle des acteurs universitaires en direction comme sans poste à responsabilité en augmentation au cours du siècle. La reconstruction de l'université Toulouse-Jean-Jaurès apparaît sur ce point comme un exemple très intéressant dans la mesure où des dispositifs sont mis en place et évoluent sur une durée de presque trente ans pour permettre la participation du plus grand nombre de membres de la communauté universitaire. Pour les collectivités locales, hormis une petite parenthèse avec les grands plans étatiques des années 1950-1960 qui voient la naissance des campus sur le territoire, leur rôle est toujours très important, surtout sur le côté financement des constructions. Enfin, le principal acteur reste l'État qui, sur l'ensemble du siècle, est un acteur-clé des constructions universitaires. Ce qui peut paraître intéressant sur ce rôle de l'État, c'est qu'à rebours de ce qu'on pourrait penser, le développement des appels à projets lui donne encore plus de poids qu'auparavant, car ils lui permettent de fixer les critères pour qu'une université soit financée (parfois sans aucun lien direct avec les bâtiments,

« Le principal acteur reste l'État qui, sur l'ensemble du siècle, est un acteur-clé des constructions universitaires. »

d'ailleurs), tout en multipliant les sources de financement. Il est intéressant de voir comment cela va évoluer dans les prochaines années avec de nouveaux acteurs privés par le biais des partenariats public-privés, comme dans le cas du campus du Mirail ou dans certaines opérations du plan Campus. La question se pose de l'avenir des constructions et de la place de ces acteurs dans les années à venir, surtout dans le cadre budgétaire restreint actuel.

Le deuxième point est le lien sur les trois périodes étudiées entre une volonté de réforme institutionnelle importante et un plan de reconstruction des bâtiments universitaires qui montre le rôle que jouent les bâtiments dans l'image de l'université au sein de la société.

Enfin, je souligne dans ma thèse une rupture entre les deux facultés étudiées, avec une faculté puis université des sciences mise en avant dans les deux premières parties des palais universitaires puis des campus, avant une sorte de retournement de situation avec la reconstruction de l'UT2J.

Sur quel type d'archives as-tu travaillé ? Quelles difficultés as-tu rencontrées pour y accéder ?

J'ai travaillé sur trois groupes d'archives : des archives publiques classiques, principalement des comptes rendus de conseils d'université, des courriers entre les acteurs, des notes, la presse ; des archives privées, notamment celles d'un enseignant-chercheur chargé du patrimoine à l'UTM pendant plusieurs années ; et enfin, des entretiens réalisés pendant ma thèse avec des acteurs (universitaires, maires, ministres, doyens, présidents, etc.).

Les difficultés sont multiples et différentes pour chaque groupe. Sur les archives publiques, il y a vraiment une urgence à augmenter les moyens pour qu'enfin chaque université puisse avoir de véritables archives retraçant son histoire, car la situation est catastrophique de ce point de vue-là, les archives sont réparties dans différents bureaux, sans maîtrise du contenu accessible, voire n'existent pas du tout pour certaines universités. Sur les archives privées, le risque est celui de leur disparition, tout simplement, et sur les entretiens, la difficulté d'une thèse non financée donc un emploi à plein temps à côté.

En tant que néo-docteure, quel regard portes-tu sur l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) aujourd'hui ?

Je suis d'un naturel optimiste et souhaite continuer dans l'ESR malgré les difficultés actuelles, mais la situation demande vraiment une réponse urgente. Je considère que j'ai énormément de chance, car j'ai pu avoir pendant ma thèse un emploi à temps plein sur le campus, puis un ATER à Lyon (tout en vivant et en faisant ma thèse à Toulouse), ainsi qu'un bon accompagnement de mes directeurs.

On est dans une situation tellement problématique que ces conditions-là d'une thèse faite le soir, les week-ends et les vacances ou d'allers-retours chaque semaine de Toulouse à Lyon avec un bébé et une vie de famille

paraissent presque à envier tellement la situation d'autres doctorants est problématique. Nous étions une équipe de doctorants soudés, ce que tous les doctorants n'ont pas la chance de connaître, et malgré cela, on a connu plusieurs abandons, plusieurs personnes en très mauvaise santé mentale et un nombre finalement plutôt faible de personnes qui après avoir soutenu souhaitent continuer dans la recherche

uniquement pour ces raisons-là, alors qu'ils adorent leurs recherches et l'enseignement.

Tes travaux te semblent-ils de nature à pouvoir éclairer notre action syndicale ?

Oui, car je pense que ce n'est pas un sujet qui est forcément le plus mis en avant dans les réflexions syndicales, alors qu'il constitue un pan essentiel du quotidien des membres de l'université. Le cadre dans lequel on vit a un effet fondamental sur le bien-être au travail. Au-delà du côté individuel, c'est aussi beaucoup de questions collectives qui se posent sur la place que les acteurs universitaires doivent avoir sur ces questions, sur la bataille pour des locaux adaptés aux nouvelles modalités de l'ESR et au nombre croissant d'étudiants, et sur comment on pense réellement l'avenir des bâtiments sans se contenter de colmater les brèches. Même si évidemment d'un point de vue syndical, toute action sur les bâtiments sans moyens suffisants pour recruter et améliorer les conditions de travail n'aura qu'un effet réduit. ■



© Pauline Collet

Pauline Collet, docteure en histoire contemporaine au Framespa (université Toulouse-Jean-Jaurès).

« Le cadre dans lequel on vit a un effet fondamental sur le bien-être au travail. »